



**Bureau sous régional pour l'Afrique du Nord**

**Rapport de mission**

<b>Par :</b>	Marieme Bekaye
<b>Objet :</b>	Participer au second atelier global sur les RNV organisé par UNDESA en collaboration avec le Staff Collège du SNU et le Ministère fédéral allemand pour la coopération économique et le développement
<b>Date :</b>	19-20 février 2019
<b>Lieu :</b>	Bonn
<b>Compte rendu</b>	<p>L'atelier avait pour principal objectif de faire le point sur l'état d'avancement du processus de préparation des rapports nationaux volontaires (RNVs) et de partager les expériences des pays qui présentent leur RNV au FPHN-2019. Ces pays sont au nombre de 51.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Les pays ont partagé leur feuille de route nationale, les avancées et les défis rencontrés. Ces derniers concernent principalement la coordination intersectorielle, la disponibilité des données et leur fiabilité, l'engagement du secteur privé et des collectivités locales, la cohérence des politiques ou encore .....</li><li>- Les discussions ont également porté sur le cadre institutionnel et les liens entre le processus du RNV et le cadre de développement national. Le niveau et les mécanismes mis en place pour faire participer l'ensemble des acteurs y compris les acteurs non étatiques ont été examinés (comités interministériels, groupes de travail, discussions en ligne, ....).</li><li>- Le Ministère fédéral de la coopération économique et du développement a présenté le processus RNV en Allemagne. Cette présentation a été suivie d'une session sur l'envergure et le contenu du RNV. Le RNV devrait couvrir l'ensemble des 17 ODD et mettre l'accent sur les ODD prioritaires pour le pays et pas forcément sur ceux retenus par le FPHN. Le RNV devrait dans la mesure du possible inclure une analyse de l'impact des politiques et mesures engagées sur l'amélioration des conditions de vie des populations.</li><li>- Des travaux de groupes ont été organisés pour discuter de la question des données et des indicateurs et de la manière dont les pays font face à ces défis. Il a été précisé que les pays peuvent utiliser leurs propres données mais aussi les indicateurs renseignés par les organisations internationales et les agences des Nations Unies, ainsi que les données fournies par les organisations de la société civile sous réserve qu'elles soient validées par les offices nationaux de statistiques. Le choix de certains indicateurs permettant de tenir compte des groupes vulnérables est important.</li></ul>

Les pays devraient identifier une liste de cibles et d'indicateurs stratégiques prioritaires.

Il a été rappelé que le processus RNV doit s'intégrer dans le dispositif national de suivi et évaluation des politiques et ne doit donc pas s'arrêter à la présentation du rapport au FPHN. Les liens entre le RNV et les autres rapports de suivi des ODD établis au niveau national, régional ou global, devraient être établis. Le RNV doit être perçu comme un outil qui doit servir la prise de décision.

- La seconde journée a été consacrée à la participation des acteurs clés non étatiques dans le processus du RNV qui constitue un important défi pour les pays. Ces derniers ont partagé leur expérience en la matière et identifié les défis suivants : la multiplicité et le manque de coordination des OSC, leur représentativité, la faiblesse de leurs capacités ainsi que le manque d'intérêt du secteur privé. Les différentes formes de consultation ont été évoquées : groupes de travail, consultation publique en ligne, réunions et ateliers. UNDESA a indiqué qu'aucun pays n'a à ce jour mis en œuvre une stratégie de communication. Les pays sont encouragés à inclure les OSC dans leurs délégations au FPHN.
- Une session a aussi été dédiée à la question du financement et des moyens de mise en œuvre. UNDESA a rappelé que les besoins en investissements pour les ODD sont importants. Chaque année se tient à NY sous l'auspice de l'ECOSOC, le forum pour le financement du développement. En 2019, 4 pays ont reçu un appui pour l'organisation d'un atelier sur les investissements liés aux ODD (Indonésie, Costa Rica, Zimbabwe et Brésil). Les pays ont partagé leurs expériences sur les approches développées pour financer les ODD, notamment à travers l'utilisation des instruments économiques comme les politiques fiscales, les politiques de promotion de l'investissement, les PPP, les instruments pour financer la création d'emplois et les politiques qui ciblent les groupes vulnérables. Certains pays ont aligné leurs objectifs prioritaires avec le cadre de budgétisation. Les pays ont jugé que l'APD est toujours nécessaire et que l'efficacité des investissements publics devrait être améliorée. Les investissements publics et privés devraient être réorientés vers les ODD prioritaires pour le pays et ceux qui ont un caractère catalytique. Certains pays ont soulevé les défis liés à la migration et aux questions de paix et de sécurité qui entravent l'allocation des ressources aux questions de développement économique et social.
- Les pays ont été informés de la tenue des deux Forums régionaux sur le développement durable qui seront organisés en Avril prochain par la CEA (Marrakech, 16-18 avril) et l'ESCWA (Beyrouth 9-11 avril).
- En marge de l'atelier la CEA a organisé une réunion avec les pays africains présents. La CEA a rappelé l'importance de prendre en compte les objectifs de l'Agenda 2063 dans le processus de préparation des RNVs. Les pays ont souligné que l'Agenda 2063 était peu connu et peu vulgarisé en dehors du FRADD. La CEA a aussi souligné qu'il était important d'opérationnaliser au niveau national le cadre de développement conjoint NU-UA adopté en janvier 2018. La CEA a engagé une réflexion sur le développement

	<p>d'un modèle pour évaluer les coûts relatifs à la mise en œuvre des ODD et de l'Agenda 2063. Les pays suivants se sont portés volontaires pour prendre part aux panels de discussions durant le FRADD : Burkina Fasso, Côte d'ivoire, Ile Maurice et l'Afrique du SUD</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En marge de l'atelier, j'ai rencontré le DG des politiques et stratégies du MEF et le coordonnateur de la SCAPP pour discuter plus en détails les besoins du Ministère dans le domaine du S &amp; E des politiques et notamment de la SCAPP (cf discussion entre le Ministre et la ES lors de sa dernière visite en Mauritanie). Le DG a indiqué qu'il souhaitait l'appui de la CEA pour l'élaboration de la stratégie régionale de croissance accélérée et de prospérité partagée (SCRAPP) de la région du Guidimakha. Une requête sera officiellement transmise à la CEA.</li> <li>- J'ai également discuté avec le représentant de l'Algérie et lui ai indiqué que le Bureau pouvait apporter un appui au processus du RNV de l'Algérie.</li> </ul>
<b>Personnes rencontrées :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mme Irena, Zubcevic, UNDESA ;</li> <li>- Mauritanie : Mr Abass Sylla, Directeur des politiques et stratégies de développement-MEF ; Mr Zenvour Sidi mohamed, coordinateur de la SCAPP</li> <li>- Algérie : Mr Rachid Bladehane, Direction Générale des relations multilatérales-MAE</li> <li>- La Tunisie n'était pas présente</li> <li>- CEA : Mr Charles Akol et Mr Paul Mpuga</li> </ul>
<b>Recommandations et suivi requis</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer l'appropriation de l'Agenda 2063 par les pays et les acteurs clés et son intégration dans les politiques et les dispositifs de S&amp;E ;</li> <li>- Renforcer les capacités statistiques pour le suivi des ODD et de l'Agenda 2063 ;</li> <li>- Poursuite de l'appui au processus d'élaboration du RNV de la Mauritanie ;</li> <li>- Examiner la requête du MEF-Mauritanie en matière de S&amp;E ;</li> <li>- Reprendre contact avec le Représentant du MAE-Algérie pour examiner leur intérêt à recevoir un appui du Bureau.</li> </ul>
<b>Annexes :</b>	<p>Programme de l'atelier Minutes de la réunion organisée par la CEA</p>

**Signature :**

**date : 26 /02/2019**